

# Le contenu du contrat



La troisième condition de validité du contrat posée par l'article 1128 du code civil fait référence au contenu du contrat, qui doit être "**licite et certain**". En réalité, trois éléments sont à vérifier ici. Le contrat doit d'abord, pour être valable, être **conforme à l'ordre public**. Il doit ensuite avoir pour objet une **prestation possible, et déterminée ou déterminable**.



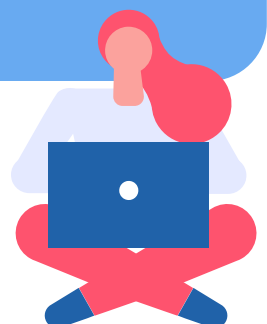
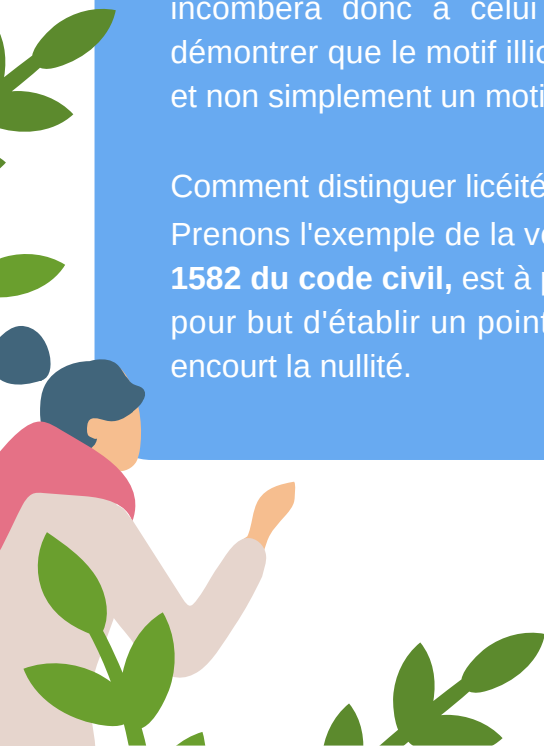
## La conformité à l'ordre public

En vertu de l'**article 1162 du code civil**, le contrat "ne peut déroger à l'ordre public ni par ses stipulations, ni par son but". Concrètement, cela signifie que doivent être conformes à l'ordre public non seulement les **clauses du contrat** mais aussi **le but poursuivi par les parties**.

- La question de la licéité des clauses du contrat soulève peu de difficultés. Il est essentiellement question ici des conventions portant sur des choses **hors commerce**. Par exemple, un contrat de vente d'organes serait frappé de nullité.
- La question de la licéité du but poursuivi par les parties est plus délicate. En effet, il s'agit d'examiner la licéité des **motifs** pour lesquels les parties ont contracté. Ici, il incombera donc à celui qui invoque l'illicéité de la prouver. Il devra notamment démontrer que le motif illicite a été **déterminant** du consentement de l'autre partie, et non simplement un motif accessoire.

Comment distinguer licéité des clauses et licéité du but poursuivi ?

Prenons l'exemple de la vente d'une maison. Le contrat de vente, encadré par l'**article 1582 du code civil**, est a priori parfaitement licite. Toutefois, si l'achat de la maison avait pour but d'établir un point de vente de stupéfiants, alors le but est illicite et le contrat encourt la nullité.





## La possibilité de la prestation

L'article 1163 du code civil énonce que la prestation objet de l'obligation doit être **possible**.

Concrètement, la nullité ne sera encourue qu'en cas d'impossibilité **absolue** d'effectuer la prestation. Les juges adoptent ici un raisonnement *in abstracto* : la prestation doit être **objectivement** impossible, pour n'importe qui, n'importe quand, et dans n'importe quelle situation. Par exemple, si un contrat de transport en tapis volant serait frappé de nullité, tel ne serait pas le cas d'un contrat de transport en taxi, quand bien même le conducteur ne saurait pas conduire. Il existe toutefois deux exceptions à cette règle :

- Conformément à l'article 1163 du code civil, la prestation peut porter sur une chose **future** (ex : vente d'un immeuble à construire). Si la prestation ne peut finalement pas se réaliser, le contrat sera frappé de caducité.
- Les parties ont la possibilité de conclure un contrat **aléatoire** (elles ne savent pas encore si la chose existe ou non)

## La détermination de la prestation

L'article 1163 du code civil pose l'exigence d'une prestation **déterminée ou déterminable** : chacun des cocontractants doit en effet savoir exactement ce à quoi il s'engage.

- L'exigence d'une prestation déterminée ne pose pas de difficultés : il s'agira de désigner la chose dans les stipulations contractuelles (ex : une bouteille de vin en particulier) ou, s'il s'agit d'une chose fongible, qu'elle soit déterminée dans son **espèce** (ex : du vin, du blé, etc) pourvu qu'elle soit déterminable dans sa quotité (1/2 part de la récolte).

A noter que s'agissant des obligations de faire ou de ne pas faire, la jurisprudence considère que la prestation doit être déterminée dans son **étendue** ("la ville de Lyon") et dans sa **nature** ("faire/ne pas faire X chose"), mais pas nécessairement dans sa durée.

- La prestation déterminable est définie par l'article 1163 al. 3 comme celle qui "peut être déduite du contrat ou par référence aux usages ou aux relations antérieures des parties, sans qu'un nouvel accord des parties soit nécessaire".

# Le contenu du contrat : la détermination du prix




L'article 1163 du code civil édicte la règle selon laquelle la prestation objet du contrat doit être "déterminée ou déterminable". Cette exigence peut poser une difficulté lorsque l'obligation porte sur une **somme d'argent** (payer le prix de la vente, payer le loyer d'un bail, etc). Comment déterminer le prix dans un contrat ? Doit-il être fixé dès la conclusion du contrat ?

## Le principe

Par principe, et conformément à l'**article 1163 du code civil**, le prix doit être déterminé ou au moins déterminable dès la conclusion du contrat. A défaut, il encourt la nullité. Le prix est donc une condition de validité du contrat.

L'**article 1591 du code civil** dispose ainsi que "le **prix** de la vente doit être **déterminé** et désigné par les parties".



## Les exceptions




Par exception, le code civil prévoit que dans certains contrats, l'une des parties aura la possibilité de **fixer unilatéralement** le prix après la conclusion. Il s'agit des **contrats cadres** et des **contrats de prestation de service**. Dans ces contrats, il est donc possible de renvoyer à plus tard la détermination du prix.

### Les contrats cadres


L'**article 1164 du code civil** énonce que dans les contrats cadres, "il peut être convenu que le prix sera fixé unilatéralement par l'une des parties".

Un contrat cadre est un contrat dans lequel les parties vont organiser leurs relations contractuelles futures.



### Les contrats de prestation de service

L'**article 1165 du code civil** énonce que dans les contrats de prestation de service, "à défaut d'accord des parties avant leur exécution, le prix peut être fixé par le créancier".





## L'abus dans la fixation du prix



Si le prix peut être fixé après la conclusion du contrat par l'une des parties, "à charge pour elle d'en motiver le montant en cas de contestation". Une fois fixé unilatéralement, le prix pourra donc toujours être contesté par le cocontractant, à charge pour la partie qui l'a fixé de le **justifier**. Concrètement, le juge vérifiera que la partie qui a fixé le prix en cours d'exécution du contrat n'a pas **abusé de sa position**.

Un prix simplement au dessus du marché ne saurait suffire. Pour être caractérisé, l'abus suppose qu'une partie ait fixé un prix à son seul avantage et au détriment de son cocontractant, au point de risquer de mettre en péril ses activités.

L'ordonnance de réforme du droit des contrats a renversé la charge de la preuve de l'abus. Antérieurement à la réforme, c'était à la partie qui se plaignait du prix fixé de démontrer qu'il était abusif. Aujourd'hui, c'est à la partie qui a fixé le prix de démontrer qu'il ne l'est pas.

## Les sanctions de l'abus dans la fixation du prix

Les **articles 1164 et 1165 al. 2 du code civil** prévoient "qu'en cas d'abus dans la fixation du prix, le juge peut être saisi d'une demande tendant à obtenir des dommages et intérêts et le cas échéant la résolution du contrat". Ainsi, si le prix fixé est considéré comme abusif, la partie victime de l'abus pourra obtenir du juge qu'il prononce la **résolution** du contrat ET/OU des **dommages et intérêts** sur le fondement de l'**article 1231 du code civil**.

Pour les contrats de prestation de service dont la prestation a déjà été exécutée en totalité, la résolution n'aurait toutefois que peu d'intérêt. En effet, la résolution entraînant un anéantissement rétroactif du contrat, le débiteur de la prestation serait contraint de la restituer en intégralité par équivalent. Des dommages et intérêts seuls semblent donc plus opportuns.



# L'équilibre du contrat



## La contrepartie illusoire ou dérisoire

Le contrat qui prévoit une contrepartie illusoire ou dérisoire au moment de sa formation est nul, en vertu de l'article 1169 du Code civil.

Si la contrepartie disparaît, le contrat est caduc.



## Les clauses abusives

Le Code de la consommation prévoit deux listes :

- Liste grise (clauses présumées abusives)
- Liste noire (clauses réputées irréfragables abusives)

Ces clauses sont réputées non écrites.

## La lésion

La lésion désigne le préjudice né du déséquilibre entre la valeur des prestations reçues et celle que doit recevoir un des contractants.

La lésion est sanctionnée dans certains contrats ou pour certaines personnes

## Les clauses limitatives ou exclusives de la responsabilité

Ces clauses ne sont pas valides dans deux cas :

- En cas de dol ou de faute lourde du débiteur ou préposés
- En cas de vente entre un vendeur professionnel et un acheteur non professionnel.

